

Questions orales

Est-ce que le ministre pourrait nous dire une fois pour toutes qu'il ne sacrifiera pas d'emplois canadiens simplement pour satisfaire ses amies, les grandes sociétés américaines?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, apparemment le député n'a entendu ni la précédente question ni la précédente réponse.

Je peux certainement lui dire que le gouvernement ne sacrifiera pas d'emplois canadiens pour qui que ce soit, pas même des députés d'en face.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Les Canadiens qui quittent le pays pour épouser un citoyen d'un autre pays doivent attendre deux ans ou plus avant de pouvoir faire venir leur conjoint au Canada.

La ministre pourrait-elle annoncer aux Canadiens, et en particulier aux Canadiens d'origine Indienne, que ce long et inhumain délai ne sera plus toléré et que de nouvelles mesures seront prises pour réunir les conjoints aussi vite que possible?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, c'est une question qui nous préoccupe pour des raisons humanitaires.

Cependant, comme le député le sait, une des raisons du délai c'est le grand nombre de gens qui veulent venir au Canada. Il sait également, suite à ma déclaration sur l'augmentation des niveaux d'immigration, que l'argent supplémentaire que nous allons consacrer au traitement des demandes devrait, j'espère, accélérer notablement le processus. Dans le cadre de notre nouveau plan d'immigration, nous allons placer les conjoints au sommet de la liste des priorités.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, la ministre dit que c'est parce que l'on a beaucoup de demandes de gens qui veulent venir au Canada. Mais pourquoi doit-on attendre deux ans et plus avant que les conjoints ne soient réunis? Pourquoi la ministre impose-t-elle la séparation immédiatement après le mariage?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je dis que c'est dans notre plan d'immigration d'améliorer la situation concernant les époux. C'est un problème, mais c'est aussi à cause du nombre élevé de demandes de personnes qui veulent venir au Canada. Nous avons le pouvoir de changer un peu le système, mais il n'est pas possible de le

changer au point que l'honorable député et moi-même le voudrions.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement qui a perdu la bataille au Cabinet pour inclure dans le Plan vert, qui ne cesse de rétrécir, des mesures particulières pour lutter contre le réchauffement de la planète. La cupidité a manifestement plus de poids que l'écologie pour les conservateurs et leurs amis millionnaires du secteur des combustibles fossiles.

Le ministre expliquerait-il aux Canadiens pourquoi il a choisi la pollution et le profit plutôt que la stratégie des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique qui aurait permis de réduire les émissions de dioxyde de carbone et d'économiser 5 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant au Canada au cours des dix années à venir?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement): Tout ce que je puis dire, monsieur le Président, en réponse à cette question de mon collègue, c'est que la seule chose qui ne cesse de rétrécir en l'occurrence, c'est ce qu'il connaît sur le contenu du Plan vert.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à l'intention du même ministre. Quand il parle de milliards au pluriel, il sera intéressant de voir s'il s'agit des 5 milliards de dollars que son prédécesseur a promis lors de cinq annonces de dépenses d'un milliard de dollars.

Le ministre peut-il confirmer que faute de mesures pour lutter contre le réchauffement de la planète, qui constitue clairement la plus grave menace pour l'environnement planétaire à laquelle nous faisons face, les Canadiens devront dépenser 12 milliards de dollars, comme on l'a révélé à Genève, en digues et autres mesures d'urgence pour résister à la hausse du niveau de la mer au cours des 20 prochaines années?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je voudrais réitérer la position que le gouvernement du Canada a prise à Genève.

Tout d'abord, nous avons réitéré notre engagement à stabiliser d'ici l'an 2 000 les gaz à effet de serre aux niveaux de 1990. Deuxièmement, nous avons déclaré très clairement à Genève, et mon collègue s'y trouvait et m'a entendu le faire, que d'autres mesures s'imposaient et que nous allions collaborer avec la communauté internationale pour les établir. Et enfin, nous avons soutenu énergiquement, à ce forum, que la négociation de la convention, qui doit commencer en janvier à Washington